

SYNTHESE DU GRAND DEBAT SUR L'ECOLE

Du 12 décembre 2003 et du 17 janvier 2004

Site cinéma l'Alhambra

En préambule au débat 2 questions :

- Pourquoi vouloir communiquer maintenant et ne pas l'avoir fait pendant les semaines de grève du printemps 2003 ?
- Comment s'est fait le choix des questions à débattre ?

Définir les missions de l'école

Question n°1 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Le point de vue des enseignants

Aspect déontologique :

Par rapport aux religions définir des limites claires des « signes ostensibles ». Uniformiser les décisions des règlements d'écoles en sachant comment faire appliquer les règles.

Le problème des signes de la religion est qu'ils sont signes d'appartenance. Au-delà du problème des religions se rencontre le problème de l'identité nationale. La laïcité doit rester une valeur forte à défendre et l'école doit continuer à construire une culture commune pour tous.

Aspect économique :

L'argent public doit rester dans le public, sachant que l'école publique manque parfois d'établissements, et non financer l'enseignement privé qui ne se conforme pas aux mêmes règles.

Comment l'école doit-elle se comporter par rapport à la société de consommation dans laquelle nous vivons aujourd'hui ?

Les marques des vêtements constituent-elles des « signes ostensibles » qui doivent être contrôlés à l'école ?

Le point de vue des parents

Le débat s'est d'abord engagé autour des missions de l'école. Un consensus se dégage pour affirmer que la mission première de l'école doit être la formation du futur citoyen avant les missions d'apprentissages : « pas de techniques d'apprentissage sans citoyenneté ». Toutefois la définition des valeurs de la citoyenneté sont diverses : pour les uns il s'agit de « vivre avec l'autre au sein d'un espace partagé dans un cadre établi », « former des gens capables de faire des choix », d'autres pensent qu'il faut dépasser la « citoyenneté de pays et viser une citoyenneté universelle ; former les citoyens de la Terre » enfin certains parents défendent l'idée que la langue française est un facteur de citoyenneté. Une bonne maîtrise de la langue française officielle permet d'apporter une base commune, d'apprendre à communiquer quelque soit l'origine et de réduire les écarts.

Le débat s'oriente ensuite sur la neutralité et la laïcité. D'un avis général, l'école est le lieu où l'on découvre la différence. Elle doit rester laïque et neutre et surtout éviter tout endoctrinement. La notion qui fait débat concerne les limites, la frontière entre vie publique et

vie privée. Si, de l'avis général, la connaissance des faits religieux fonde une partie de notre culture, jusqu'où peut-on l'aborder sans interférer sur la sphère privée ?

Certains parents souhaitent également que soit abordée dans le cadre scolaire la parité des statuts entre hommes et femmes.

Enfin, on s'interroge sur l'aspect vestimentaire : faut-il afficher ses différences ou les cacher, voire les uniformiser ? Les parents soulignent que la pression publicitaire débouche sur un « uniforme » coûteux auquel il est difficile de résister.

Faire réussir les élèves

Question n°12 : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Le point de vue des enseignants

Coordonner la liaison école/association.

Organiser l'aide aux devoirs avec des objectifs clairement définis et des compétences professionnelles valides.

Aider les parents à aider leurs enfants.

Dans la décision finale, en ce qui concerne le maintien ou le passage d'un élève, dans l'intérêt de l'enfant, désigner un substitut aux parents.

Les contraindre à aider leur enfant en ce qui concerne les suivis psychologiques et ne plus avoir besoin de l'autorisation des parents mais uniquement l'obligation d'information.

Donner les moyens à l'école de pouvoir le faire.

Doubler le temps des concertations pour faire avancer le travail en ce qui concerne l'aide aux élèves en difficulté.

Le point de vue des parents

« L'école ne doit pas être considérée comme une garderie ». Les parents présents se disent choqués par le comportement de certains qui l'utilisent comme telle, surtout en maternelle. « Il faut responsabiliser les parents » et développer des entretiens particuliers systématiques entre parents et enseignants afin de mesurer les avancés des élèves.

D'une manière générale on souhaite une plus grande perméabilité entre l'école et le monde extérieur : simple citoyen qui vienne présenter un point de vue ou intervenant professionnel qui parle de son métier. Le fait que beaucoup d'enseignants n'aient pas rencontré le monde du travail en dehors de l'Education nationale paraît un obstacle à cette ouverture. Ne faudrait-il pas recruter des personnes ayant une expérience professionnelle plus élargie ?

Il faut envisager le plus tôt possible le fait que les élèves vont faire plusieurs métiers dans leur vie. Une trop grande spécialisation, notamment dans la formation professionnelle ne facilite pas l'adaptation au monde du travail.

Enfin, l'orientation reste sans retour possible. Il faut penser la formation sur des bases permettant plus facilement de modifier les parcours, voire de reprendre une formation après avoir travaillé.

Améliorer le fonctionnement de l'école

Question n°18 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Le point de vue des enseignants

Les inégalités existent entre écoles.

Pas de décentralisation des contenus des programmes ni des missions.

Laisser le choix des fournisseurs à l'école en ce qui concerne les commandes scolaires.

Le point de vue des parents

Les parents pensent qu'une plus grande décentralisation pourrait permettre une meilleure prise en compte des différents publics, plus de souplesse dans l'administration qui leur apparaît très lourde, une adaptation accrue car moins centralisée. Par contre si l'idée de programmes scolaires régionaux est unanimement rejetée, il n'y a pas de consensus sur la marge de différence et de souplesse à accorder aux régions. « Régionaliser l'école, c'est prendre de gros risques ».

Une crainte générale concerne l'ingérence du politique dans le milieu scolaire : « régionaliser l'école c'est la mettre à la merci des enjeux politiques ». Toutefois certains constatent que les pays où l'éducation est régionalisée ne sont pas, a priori, les moins performants.